



## L'AFRIQUE DE L'OUEST, 1ERE REGION DU MONDE A ADOPTER UN PLAN D'ACTION REGIONAL

### Une nouvelle étape dans la lutte contre l'apatridie

A l'issue de la réunion régionale ministérielle de 3 jours, accueillie par le gouvernement de la Gambie, et [organisée conjointement par la CEDEAO et le HCR](#), les 15 Etats membres de la CEDEAO ont révisé et validé un plan d'action pour éradiquer l'apatridie d'ici à 2024, désormais connu sous le nom de « [Plan d'action de Banjul](#) ».

Pendant les 2 premiers jours de la réunion, les points focaux apatridie des 15 gouvernements, désignés en application de l'article 22 de la [Déclaration d'Abidjan](#), ont révisé le plan d'action, lequel contient des mesures concrètes assorties d'un calendrier précis pour éliminer les obstacles existants à l'acquisition d'une nationalité dans la région.

Les ministres en charge des questions de nationalité des 15 Etats membres ont validé le plan le 9 mai. Il a ensuite été adopté par le Conseil des Ministres de la CEDEAO à Monrovia, au Liberia le 2 Juin, devenant ainsi un document juridiquement contraignant. A travers ces initiatives, l'Afrique de l'Ouest confirme sa position de championne dans la lutte contre l'apatridie.



Participants à la réunion ministérielle ©UNHCR/Stéphane Diéné



Fresque peinte par des artistes sénégalais pendant la réunion ministérielle et signée par les participants ©UNHCR/Stéphane Diéné

De nombreuses personnalités de haut niveau ont participé à la réunion, notamment la Vice-présidente de la Gambie, Mme Fatoumata Jallow Tambajang, qui a salué la détermination de la sous-région à s'attaquer « aux racines profondes de l'apatridie »; Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Dr. Mohamed Ibn Chambas, qui a insisté sur l'importance d'établir un cadre politique et juridique commun pour l'éradication de l'apatridie et le Haut-Commissaire Assistant du HCR pour la Protection, M. Volker Türk, qui a souligné l'exemplarité dont faisait preuve les Etats membres de la CEDEAO en validant ce plan d'action « unique et inspirant ».



Dr. Mohamed Ibn Chambas, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, fervent supporter de la campagne #Ibelong ©UNHCR/Stéphane Diéné



M. Volker Türk, Haut-Commissaire Assistant du HCR pour la Protection ©UNHCR/Stéphane Diéné

Les représentants d'autres organisations internationales comme UNICEF, UNFPA et la Banque mondiale étaient également présents pour confirmer leur engagement dans la lutte contre l'apatridie.

La validation du plan d'action de Banjul a attiré l'attention des médias nationaux, africains et internationaux. Retrouvez l'ensemble de la couverture médiatique sous le lien suivant : <http://www.unhcr.org/ecowas2017/> Deux vidéos offrent, par ailleurs, un aperçu unique des coulisses de la [rencontre des experts](#) et de la [réunion ministérielle](#).



Célébration de la validation du plan d'action de Banjul le troisième jour de la conférence ©UNHCR/Stéphane Diéné



M. Mai Ahmad Fatty , Ministre de l'Intérieur de la République de Gambie ; Mme Fatimata Dia Sow, Commissaire chargée des Affaires sociales et du Genre à la CEDEAO et Mme Liz Ahua, Représentante régionale du HCR en Afrique de l'Ouest félicitent les Etats pour leur validation du plan d'action de Banjul. ©UNHCR/Stephane Diéné

## Le plan d'action de Banjul: Une avancée majeure pour la mise en œuvre de la Déclaration d'Abidjan

Le plan d'action de Banjul constitue un nouvel outil pour éradiquer l'apatridie dans la région de la CEDEAO d'ici 2024. Il traduit en 60 actions tangibles les engagements de la Déclaration d'Abidjan de 2015 et s'articule autour de 6 objectifs :



*Cadres juridiques, politiques et institutionnels pour éradiquer l'apatridie.*



*Données quantitatives et qualitatives sur l'apatridie*



*Libre circulation des personnes apatrides, leur intégration et protection*



*Plaidoyer et sensibilisation*



*Accès aux preuves de nationalité*



*Mécanismes de suivi et d'évaluation*



## ETAT DES LIEUX ET ECHANGE DE BONNES PRATIQUES

Les Ministres des 15 Etats membres de la CEDEAO en charge des questions de nationalité ont dressé un état des lieux de la lutte contre l'apatridie, reflété dans la [Déclaration conjointe](#). Les principaux développements incluent régularisation à l'état civil de nombreuses personnes (Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal), des études en cours pour cartographier la nature, la forme et l'ampleur du phénomène de l'apatridie sur leur territoire (Benin, Gambie, Mali), l'adhésion aux conventions sur l'apatridie (Sierra Leone, Guinée Bissau, Burkina Faso), la protection des apatrides (Libéria), etc...

## LES ENGAGEMENTS D'ABIDJAN TRADUITS EN ACTION

### Elaboration de plans d'action nationaux – art. 24

- En **Guinée**, le plan d'action national pour l'éradication de l'apatridie a été officiellement adopté par décret présidentiel le 21 avril.

La **Sierra Leone** a élaboré son plan d'action national d'éradication de l'apatridie, à l'issue d'un atelier de 3 jours organisé par le Ministère de l'intérieur avec le soutien du HCR et de la Commission nationale des droits de l'Homme. Les participants incluaient de nombreux représentants du parlement -dont le président, des ministères clés et la société civile. L'atelier a été ouvert par le Ministre de l'intérieur qui accorde une importance primordiale à la lutte contre l'apatridie.



Le Ministre de l'Intérieur de la Sierra Leone entouré des participants © Senthon Kargbo/NaCSA

- Au **Burkina Faso**, la Commission nationale de Planification du Développement a validé le plan d'action et l'a transmis au Secrétariat Général du Gouvernement pour adoption par décret.
- En **Guinée-Bissau**, le Ministère de la Justice a organisé avec le soutien du HCR un atelier stratégique afin de discuter de la révision du projet de plan d'action national et y intégrer les conclusions de Banjul.

### Réduire l'apatridie– art. 18

- Au **Niger**, le projet de [Recensement administratif de Développement à vocation humanitaire \(RADH\)](#) a été validé par le Ministère de l'Intérieur le 20 avril. Ce projet inédit est une avancée majeure pour la lutte contre l'apatridie dans la région de Diffa qui abrite plus de 250 000 réfugiés et déplacés internes. Environ 85 % de la population ne possède aucun document attestant leur identité ou nationalité. Cette initiative biométrique d'identification et de régularisation de situations individuelles constitue le socle d'un futur état civil performant.
- Au **Burkina Faso**, les risques d'apatridie sont très élevés dans les régions marquées par les différends frontaliers avec le Mali et le Niger. Ces territoires autrefois disputés sont aujourd'hui encore définis par des flux migratoires importants et une large partie de la population n'a pas de nationalité ou de preuves attestant de sa nationalité. Le HCR a donc organisé une formation à destination des autorités administratives et judiciaires dans les régions de l'Est et du Sahel. Les participants se sont engagés à être les porte-paroles de la lutte contre l'apatridie au niveau local et notamment à inciter les populations à régulariser leur état civil à travers les audiences foraines.

### Permettre aux apatrides de disposer d'un statut juridique – art. 16

- Au **Liberia**, le HCR a organisé un atelier à destination des membres de la Commission libérienne pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés (LRRRC), en contact régulier avec des apatrides. Les participants ont été formés à la *détermination de statut d'apatride* afin de garantir aux apatrides une protection juridique adéquate.

## Assurer l'enregistrement des naissances - art. 6

- En Côte d'Ivoire, en avril et mai, le HCR a conduit quatre formations sur l'apatridie à destination d'autorités impliquées dans le processus d'enregistrement des naissances à l'état civil (officiers de l'état civil, futures fonctionnaires de l'état civil) et de personnes reconnues pour leurs compétences en matière de sensibilisation (leaders religieux et communautaires, professeurs des écoles, etc.). L'objectif est que chaque enfant soit déclaré à l'état civil dès sa naissance.

## Mener des campagnes de sensibilisation– art. 10

**Côte d'Ivoire** - Le 21 avril, le HCR a lancé en Côte d'Ivoire une vaste campagne de sensibilisation itinérante sur l'apatridie. Une caravane a sillonné le pays et fait escale à Abidjan, San Pedro, Bouaké, Bondoukou, Korhogo et Odiéne. Afin de susciter l'intérêt du public, le HCR s'est appliqué à mettre l'accent sur le divertissement et l'interaction. Les messages de sensibilisation ont été mis en scène et insérés dans des spectacles de danse et de musique, des interprétations théâtrales, des projections cinématographiques et des quizz. Le succès de ces interventions, mobilisant plus de 300 auditeurs à chaque activité, a éveillé la curiosité de [la presse](#) et de la télévision nationale.



Activité de sensibilisation à l'apatridie en plein air ©UNHCR/Côte d'Ivoire



Baydi du célèbre groupe Bideew Bou Bess, fervent supporter de la lutte contre l'apatridie ©UNHCR/Salomé Moulineuf

**Sénégal**- La lutte contre l'apatridie était au centre de la célébration organisée par Bideew Bou Bess, [High Profile Supporter du HCR](#) et le Ministère de la Culture à l'occasion de la journée de l'indépendance. Cette année le thème du festival était la citoyenneté et la cohésion sociale.

Bideew Bou Bess a organisé un [panel de discussion sur l'apatridie](#), tenu un [stand de sensibilisation](#) et interprété son tube « [I Belong](#) » durant son concert retransmis à la télévision nationale. Plus de 300 signatures ont été récoltées pour la campagne #IBELONG. Bideew Bou Bess, partenaire de longue date du HCR a une nouvelle fois réitéré son engagement dans la lutte contre l'apatridie devant un public intéressé et des médias nationaux de plus en plus attentifs à cette cause.

## Améliorer l'accès aux preuves de nationalité- art. 7

- Au Mali, le HCR poursuit la mise en œuvre [du projet de naturalisation des réfugiés à risque d'apatridie](#) dans la région de Kayes et souhaite alléger les procédures administratives pour les bénéficiaires. A cette fin, le HCR a mené du 11 au 18 juin des séances de travail avec les autorités locales, notamment la mairie, le tribunal de Kayes et le gouvernorat et informé les réfugiés sur les démarches administratives à entreprendre.
- Au Benin le HCR et ABeGIEF (Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers) ont fourni un appui en matière d'enregistrement des naissances aux autorités de 5 régions frontalières qui présentent de hauts risques d'apatridie. 10 communes ont reçu des kits informatiques, contenant des ordinateurs et des logiciels de numérisation de documents administratifs, afin de permettre de régulariser la naissance d'environ 28 000 personnes.

## EVENEMENTS A VENIR

- **Au Bénin**, le Ministère de la Justice et le HCR vont réunir les acteurs engagés dans la lutte contre l'apatridie pour faire un état des lieux de la mise en œuvre du plan d'action national, et le réviser à la lumière du plan d'action de Banjul.

## INITIATIVE EN LIGNE



Voici le tout nouveau site internet spécialement dédié à la conférence de Banjul:

[www.unhcr.org/ecowas2017](http://www.unhcr.org/ecowas2017)

Le site centralise toutes les données relatives à la réunion: les discours, le plan d'action de Banjul en passant par des ressources médiatiques, y compris une sélection de photos et de vidéos.

Bonne découverte!

## L'APATRIDIE DANS L'ACTUALITE

- L'Afrique de l'Ouest adopte un plan pour en finir avec l'apatridie ([Régional – Français](#))
- En Afrique de l'Ouest, plus de 40 millions d'enfants ne figurent pas sur les registres d'état civil ([Régional- Anglais](#))
- La biométrie au service de la lutte contre l'apatridie en Afrique de l'Ouest ([Régional- Anglais](#))
- Un panel de discussion sur l'apatridie à l'occasion d'un festival sur la citoyenneté ([Sénégal- Français](#))
- La Sierra Leone sur le point d'adopter un plan d'action national ([Sierra Leone-Anglais](#))
- Les risques d'apatridie démultipliés au Nigeria avec la crise qui ravage le pays ([Nigeria-Anglais](#))
- La conscience estudiantine interpellée sur les problèmes de nationalité ([Côte d'Ivoire-Français](#))
- Les conséquences de l'apatridie au quotidien : Interview avec une apatride ([Sénégal – Français](#))

## POUR EN SAVOIR PLUS

Pour plus d'informations, nous vous proposons de consulter les liens suivants:

- Le [site web mondial](#) du HCR sur l'apatridie;
- Le [site web régional](#) du HCR sur l'apatridie en Afrique de l'Ouest;
- La Campagne Mondiale du HCR #IBelong pour mettre fin à l'apatridie – Soutenez-la [ici](#);
- Des documents de la [Conférence Ministérielle](#) de 2015 sur l'apatridie dans la région de la CEDEAO;
- Des documents de la [Réunion Ministérielle](#) de 2017 sur l'apatridie dans la région de la CEDEAO;

- [KORA](#) - Le blog du HCR dédié aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux personnes apatrides en Afrique du Centre et de l'Ouest;
- Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux, nous sommes sur [Facebook](#), [Twitter](#) (@StatelessWA) et [Youtube](#);
- Vous pouvez également nous contacter par courriel à [sendawas@unhcr.org](mailto:sendawas@unhcr.org).



[www.unhcr.org/statelessness](http://www.unhcr.org/statelessness)  
[unhcr.org/ecowas2015/](http://unhcr.org/ecowas2015/)  
<http://data2.unhcr.org/en/situations/statelesswa>



[kora.unhcr.org](http://kora.unhcr.org)  
[www.unhcr.org/ibelong/](http://www.unhcr.org/ibelong/)



@statelessWA  
#IBELONG  
#JAPPARTIENS



[sendawas@unhcr.org](mailto:sendawas@unhcr.org)